

Note à l'attention du lecteur :

Les statuts d'Alterfin sont déposés en Néerlandais et la traduction qui vous en est ici donnée est libre. La version néerlandaise prévaut donc.

ALTERFIN Société Coopérative à Responsabilité Limitée
1060 BRUXELLES, Rue de la linière 11
Registre du Commerce de Bruxelles numéro 586.069
T.V.A. BE 453.804.602

Constitution:

Par acte du notaire Jacques vander Eecken à Gand en date du 16 novembre 1994
Publié à l'annexe au Moniteur belge du 6 décembre 1994 sous le numéro 941206-366

Modification des Statuts:

Par acte du notaire Jacques vander Eecken à Gand en date du 10 mai 1995
Publié à l'annexe au Moniteur belge du 30 mai 1995 sous le numéro 950530-315

Modification des Statuts conversion Euro:

Assemblée Générale Extraordinaire à Bruxelles en date du 24 mars 2001

Modification des Statuts:

Par acte du notaire lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire à Bruxelles en date du 28 septembre 2005
Publié à l'annexe au Moniteur belge du 22 novembre 2005 sous le numéro 0167297

Statuts Coordinés

Article 1 : Dénomination

Une Société Coopérative à Responsabilité Limitée est constituée et nommée '*Alterfin*'. Cette dénomination doit dans tout acte, facture ou document émanant de la société, être précédée ou suivie immédiatement de la mention "société coopérative à responsabilité limitée" ou des initiales S.C.R.L..

Article 2 : Siège

Le siège social est établi à 1060 Bruxelles, Rue de la Linière 11. Le siège peut être transféré partout en Belgique, par simple décision du conseil d'administration, sans modification des statuts et à la condition que ce changement soit publié à l'annexe au Moniteur Belge. La société peut par simple décision du conseil d'administration établir des unités d'établissement en Belgique, sous la forme de sièges d'exploitation, de divisions ou de toute autre location d'activités économiques. Le Conseil d'Administration peut également établir des agences, bureaux et succursales à l'étranger.

Article 3 : Objet social

Alterfin a pour objet de contribuer à la fondation financière durable des initiatives de développement de groupes marginalisés économiquement et socialement des populations du Sud, *et de participer ainsi à la réalisation des objectifs de ses actionnaires*. *Alterfin* peut accomplir toute opération se rapportant directement ou indirectement, en tout ou en partie à son objet social. Elle peut participer dans et collaborer avec toute entreprise de nature à favoriser ou développer son objet. De manière plus spécifique, *Alterfin* met à disposition du Sud, d'une façon créative, des instruments financiers, formations, accompagnement et recherche.

En Belgique: *Alterfin* sensibilise les gens et les institutions au rôle de l'argent dans le développement d'une société mondiale plus solidaire et respectueuse de l'environnement et des cultures. En collaboration avec ses partenaires bancaires, les ONG et le gouvernement, elle mobilise du capital dans ce but, au travers de produits financiers éthiques offerts à des investisseurs potentiels privés et institutionnels.

Dans le Sud : *Alterfin* emploie ce capital pour le développement et le soutien d'un réseau financier local dirigé vers le groupe-cible. Selon les circonstances, *Alterfin* met à leur disposition des garanties, crédits ou participations. De plus, *Alterfin* fournit ou mobilise un appui technique.

La société peut également avoir des participations et relations dans toute société ou entreprise qui travaille à un objectif similaire, apparenté ou complémentaire à celui d'*Alterfin*. Cette participation ou relation peut se concrétiser via une inscription, des apports, une fusion ou une prise de participation. De manière générale, *Alterfin* peut s'intéresser à toute action poursuivant l'accomplissement de son objet.

Article 4 : Durée

La durée de la société est illimitée.

Article 5 : Capital

Le capital social est illimité. Le capital social de la société doit être entièrement et inconditionnellement souscrit.

La part fixe du capital est de cinquante mille Euro (50.000€). Le montant du capital qui dépasse la part fixe du capital est variable sans modifications des statuts.

Article 6 : Catégorie d'actions

Le capital est composé d'actions de catégorie A et de catégorie B.

En date du 24 mars 2001, la valeur nominale de l'action de type A est portée à deux-cent cinquante Euro (250 €) et la valeur nominale d'une action de type B à soixante-deux Euro et cinquante Eurocent (62,5 €). L'augmentation de valeur des actions de types A et B existantes est pris en compte sur le compte individuel ouvert au nom de chaque coopérateur dans les comptes de la coopérative.

Les actions de type A ne peuvent être souscrites que par des personnes morales. Les actions de type B ne peuvent être souscrites que par des personnes physiques. Toutes les actions, A et B, ont les mêmes droits et obligations sociaux. Chaque action doit être libérée pour au moins un quart de sa valeur à la souscription. Hormis les actions qui représentent un apport au capital social, aucun autre effet, quelque soit son nom, ne peut être émis qui puisse représenter des droits sociaux ou donner droit à une part du bénéfice. Un nombre d'actions correspondant au montant du capital fixe doit toujours être souscrit; de ce capital fixe, un total d'au moins douze mille cinq cents Euro (12.500 €) doit être libéré.

Les actions sont nominatives, portent un numéro d'ordre et sont indivisibles. La coopérative a le droit, dans le cas de propriété collective, de suspendre les droits liés aux actions jusqu'à la reconnaissance d'un copropriétaire comme propriétaire à l'égard de la société. En cas de démembrement du droit de propriété d'une action, les droits y afférents seront exercés par l'usufruitier, sauf opposition du nu-propiétaire; dans ce cas, le droit de vote est suspendu.

Article 7 : Responsabilités

Les coopérateurs sont tenus personnellement responsables à concurrence du montant de leur apport. Les coopérateurs sont liés pour un maximum du montant de leur souscription sans solidarité ni indivisibilité.

Article 8 : Conditions d'adhésion

Pour être accepté comme coopérateur, il faut :

1. que le coopérateur-candidat soit agréé comme coopérateur par le conseil d'administration. Celui-ci ne peut pas refuser l'adhésion du coopérateur-candidat sur base de considérations spéculatives, à moins que ce coopérateur ne réponde pas aux conditions d'adhésion générales ou ait commis des actes qui soit contraires aux intérêts de la société.
2. souscrire à au moins une (1) action.

3. payer un droit d'entrée, s'il existe, qui est déterminé suivant les modalités fixées dans le règlement d'ordre intérieur.

Devenir coopérateur implique l'adhésion, sans aucune réserve, à ces statuts et au règlement d'ordre intérieur de la société.

Article 9 : Cession d'actions

Le conseil d'administration décide de tout ce qui concerne l'acceptation, la démission et l'exclusion de coopérateurs et à propos de la prise supplémentaire, le retrait et la cession d'actions. Les actions ne peuvent être transmises qu'entre coopérateurs, sauf permission préalable du conseil d'administration.

Article 10 : Emission d'obligations

Moyennant l'autorisation de l'assemblée générale, le conseil d'administration peut émettre des obligations, couvertes ou non par des garanties commerciales et dont il détermine les formalités. Il décide si les obligations sont au porteur ou nominatives.

Article 11 : Libération ou remboursement d'actions

Le conseil d'administration statue à la majorité des voix à propos de la libération d'actions et le remboursement d'actions. Lors de la décision, le délai et le mode de paiement sont déterminés. Si le montant n'est pas libéré à l'échéance, un intérêt, qui aura été déterminé lors de la décision ou, à défaut, qui sera égal à *douze pour cent*, sera dû.

Aussi longtemps que le montant à libérer des actions d'un coopérateur n'est pas totalement réalisé suivant cette disposition, l'exercice de ses droits coopérateurs reste suspendu, sans ôter le droit d'exclure le coopérateur.

Article 12 : Registre des coopérateurs

La société doit garder en son siège un registre que les coopérateurs peuvent consulter sur place et pour chacun desquels est enregistré :

1. le nom, les prénoms et le domicile;
2. la date d'entrée dans la coopérative, de sortie ou d'exclusion;
3. le nombre d'actions qu'il possède ainsi que sa souscription à de nouvelles actions, les transferts et cessions d'actions, avec notification de la date;
4. les versements pour libération d'actions et les montants qui sont versés pour le retrait ou la reprise partielle d'actions et pour le remboursement de versements.

Les inscriptions sont prises en compte sur base de documents ayant force de preuve, daté et signé. Elles se suivent selon l'ordre de leur date de présentation.

La propriété des actions est prouvée par l'inscription dans le registre concerné. Des certificats de ces inscriptions sont transmis aux détenteurs des actions.

Le transfert et la cession d'actions ne valent, à l'égard des tiers et de la société, qu'à partir du jour de leur inscription dans le registre des coopérateurs.

En cas de décès, faillite, déclaration d'incapacité, d'insolvabilité de fait ou de dissolution d'un coopérateur, il est fait mention de la date de fait ou du jugement dans le registre.

Par une demande écrite adressée au conseil d'administration, les coopérateurs peuvent recevoir une copie des inscriptions qui les concerne dans le registre. Ces copies ne peuvent pas être utilisées comme preuve contre les mentions du registre des coopérateurs.

Le conseil d'administration ou le directeur est chargé des inscriptions dans le registre des coopérateurs.

Article 13 : Conditions de sortie

Tout coopérateur personne physique (catégorie B) ne peut démissionner totalement ou solliciter le remboursement partiel de ses actions que dans les six premiers mois de l'exercice social.

Les coopérateurs personnes morales (catégorie A) peuvent, dans les trois premiers mois de l'exercice, démissionner totalement ou solliciter le remboursement partiel de leurs actions.

La société peut étaler la totalité ou partie du remboursement sur une période maximale de trois ans.

Le conseil d'administration peut refuser le retrait de la totalité ou d'une partie des actions dans le cas où le coopérateur a des obligations ou des accords courants avec la société ou si, par le retrait total ou partiel d'actions,

- a) le capital social est de ce fait porté à un montant inférieur au capital fixe statutaire requis augmenté des réserves non-distribuables ;
- b) la situation financière de la société est menacée dangereusement.

Le conseil d'administration en juge souverainement.

Article 14 : Conditions d'exclusion

Tout coopérateur qui viole les stipulations de ces statuts, qui rejette les décisions prises valablement du conseil d'administration ou de l'assemblée générale, qui ne respecte pas ses obligations vis-à-vis de la société, qui agit en contradiction avec les intérêts de la société, peut être exclu par le conseil d'administration. Le coopérateur dont l'exclusion est demandée doit être invité par écrit à faire connaître ses observations et, s'il le demande, le coopérateur doit être entendu par le conseil d'administration. Le conseil d'administration doit motiver et acter sa décision par un procès-verbal.

Article 15

Supprimé

Article 16

Supprimé

Article 17

Supprimé

Article 18 : Droits des coopérateurs sortants

Le coopérateur démissionnaire, les ayants-droit ou les créanciers de, respectivement, un coopérateur décédé, en faillite ou déclaré en incapacité ou d'un coopérateur en état d'incapacité de fait, ne peuvent pas exiger la dissolution et l'acquittement de la société, mais uniquement le versement de la valeur de l'action de séparation.

Le coopérateur exclu n'a droit à aucune action de séparation. Les personnes mentionnées ne peuvent exiger aucune mesure de conservation de leurs droits ou de leur prédécesseur et doivent s'en rapporter aux comptes annuels de la société.

Les personnes impliquées, créanciers ou héritiers d'un coopérateur, ne peuvent, sous aucun prétexte, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration.

S'il y a plusieurs propriétaires d'une action, la société peut suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une personne soit désignée par ceux-ci comme étant, à son égard, propriétaire du titre.

Article 19 : Action de séparation

En cas de suspension d'affiliation comme décrit dans l'article précédent, ou en cas de démission, l'action de séparation est calculée sur base du montant libéré sur ses actions diminué des pertes reportées et augmenté des bénéfices reportés, comme ils apparaissent dans les comptes annuels de l'exercice social pendant lequel son affiliation a cessé. En aucun cas le montant de l'action de séparation ne peut être supérieur à la partie libérée sur ses parts.

L'action de séparation, lorsqu'elle est due, est payée au plus tard trois mois après l'approbation de l'assemblée générale. Le conseil d'administration peut décider de réaliser le paiement à une date antérieure.

Aucun versement d'action de séparation ne peut être réalisé si, de ce fait, l'actif net, résultant de comptes annuels, est ou devenait inférieur au montant du capital minimum, augmenté de toutes les réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Article 20 : Composition du Conseil d'Administration

La société est administrée par un conseil d'administration composé de six personnes au moins et de 12 personnes au plus. Les administrateurs sont élus par l'assemblée générale. Au minimum un administrateur sera élu parmi les candidats proposés par l'asbl *Triodos Invest*, aussi longtemps qu'elle est coopérateur d'Alterfin, deux administrateurs parmi les candidats proposés par les ONG reconnues et coopérateurs de la société, et deux administrateurs parmi les candidats proposés par le "Koepel van de Vlaamse Noord-Zuidbeweging - 11.11.11", aussi longtemps qu'elle est coopérateur. Les autres administrateurs sont élus librement par l'assemblée générale.

Quand une personne morale, soumise au Code des Sociétés, est nommée administratrice, elle nomme un "représentant permanent" parmi ses actionnaires, gérants, administrateurs ou salariés, qui est chargé de l'exécution de ce mandat au nom et pour compte de cette personne morale, et ce conformément au Code des Sociétés.

Article 21 : Durée du mandat d'administrateur

Les administrateurs sont nommés pour au plus cinq ans et leur mandat prend fin à la clôture d'une assemblée annuelle. Chaque administrateur sortant est rééligible. Si les administrateurs ne sont pas réélus ou remplacés à temps, ils continuent à pourvoir à leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou réélus.

La nomination d'un administrateur entre en vigueur après qu'il ait accepté sa fonction. L'acceptation de la fonction est présumée avoir lieu, sous réserve d'une déclaration explicite de la personne concernée dans le procès verbal de l'assemblée où il refuse d'exercer son mandat.

Article 22 : Démission d'un administrateur – Place vacante

Chaque membre du Conseil d'Administration peut démissionner moyennant une notification écrite au conseil. Durant la période de leur mandat, les administrateurs ne peuvent être démis de leur fonction par l'assemblée générale que moyennant des raisons légales.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, la première assemblée générale qui suit procèdera à la désignation définitive. L'administrateur désigné comme remplaçant d'un administrateur dont le mandat n'était pas achevé, termine son mandat.

Aucun usage de ce droit de suppléance ne sera fait si la moitié des mandats du conseil d'administration sont vacants; dans ce cas, l'assemblée générale doit être convoquée sans délai.

Article 23 : Responsabilités des administrateurs

Selon le droit commun, les administrateurs sont responsables de l'accomplissement de la tâche qui leur est assignée et des imperfections de leur gestion.

Ils sont, à l'égard de la société et à l'égard des tiers, personnellement responsables pour tout dommage qui est la conséquence de la violation des dispositions de ce droit commun ou des statuts de la société.

À propos des violations auxquelles ils auraient pris part, ils sont déchargés de cette responsabilité uniquement si aucune faute ne peut leur être reprochée et s'ils ont dénoncé ces délits lors de la première assemblée générale après qu'ils en aient eu connaissance.

Les administrateurs ne reçoivent aucune autre compensation pour l'exercice de leur fonction que le remboursement de leurs frais et charges.

Article 24 : Compétences du Conseil d'Administration

Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de la société. Tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par les statuts et par les lois est de sa compétence.

Article 25 : Délégation de compétences

Le conseil d'administration pourra déléguer la gestion journalière ainsi que la représentation relative à cette gestion ou à des pouvoirs spéciaux, à une ou plusieurs personnes de son choix, administrateurs ou non. Ainsi il peut mettre en place un comité de gestion et en régler les compétences et l'éventuelle rémunération de ses membres.

Le conseil d'administration peut ainsi mettre en place un "comité de crédits" pour l'analyse et la sélection des dossiers soumis à la demande d'un financement. Les conditions de nomination des membres de ce comité, leur démission, la durée de leur mandat, et le mode de fonctionnement de ce comité sont réglés par un règlement d'ordre intérieur ou, en son absence, par un 'manuel de crédits' établi par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière et la représentation de la société concernant cette gestion à une ou plusieurs personnes, qui, selon la décision, agissent seule ou collégalement.

La personne à qui les compétences concernant la gestion journalière de la société sont déléguées portera le titre de "directeur". En tous les cas, le conseil d'administration est compétent pour fixer les rémunérations éventuelles, qui sont imputés sur les frais généraux, pour toute personne déléguée.

Article 26 : Représentation de la société

Dans tous les actes et relations de la société avec les coopérateurs ou avec des tiers, juridiques ou non, la société est valablement représentée par deux administrateurs, qui, sans devoir faire apparaître une décision ou procuration du conseil d'administration, peuvent signer tout acte ou accord sans exception, paraître devant tous les tribunaux et arbitres ainsi que déclarer authentique tout extrait des rapports sociétaires; ceci sans affaiblir la compétence qui, comme décrit dans l'article précédent, est transférée à un ou plusieurs administrateurs ou tiers.

Article 27 : Présidence du Conseil d'Administration

Le conseil d'administration choisit parmi ses membres et à la majorité simple un président. Dans le cas où le président est absent ou empêché, il est remplacé par le membre le plus âgé du conseil. Le conseil d'administration peut créer d'autres fonctions.

Article 28 : Convocation du Conseil d'Administration

Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur convocation de son président ou, en cas d'empêchement, de son remplaçant. Il se réunit aussi dès qu'un tiers de ses membres le demande.

Les convocations sont réalisées par lettre, télégramme, fax, courrier électronique ou tout autre moyen de (télé)communication qui résulte en un document écrit et sont envoyées à chacun des administrateurs au moins cinq jours ouvrables avant la réunion. En cas d'urgence, on peut déroger à ce principe et les convocations peuvent être réalisées à plus court terme.

Si la convocation est signée par le directeur, sauf preuve contraire, il est présumé qu'il a agi sur ordre du président. S'il devait arriver un désaccord sur ce point, la validité de cette convocation ne pourrait en aucun cas être contestée sur base de cet argument. La convocation contient l'ordre du jour.

Article 29 : Prise de décisions du Conseil d'Administration

Les administrateurs forment un collège qui délibère suivant les stipulations des statuts et, en cas d'insuffisance de telles stipulations, suivant les règles des organes représentés.

Le conseil d'administration n'est valablement composé et ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés. Les administrateurs peuvent, par lettre, télégramme, fax, courrier électronique ou tout autre moyen de (télé)communication qui résulte en un document écrit, donner procuration à un autre administrateur pour se faire représenter à la réunion; ce membre ainsi représenté est alors considéré comme présent. Personne ne peut toutefois représenter plus d'un administrateur.

Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que sur les objets repris à l'ordre du jour. Les objets non mentionnés dans l'ordre du jour ne peuvent être valablement délibérés et statués que si tous les administrateurs sont présents et y consentent. Ce consentement est acquis lorsqu'il apparaît dans le procès-verbal qu'aucune réserve n'a été émise.

Article 30

Si un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent de voter, les décisions sont prises valablement à la majorité des voix restantes, des membres du conseil présents ou représentés. En cas de parité des voix, celle du président sera prépondérante.

En cas d'élection, le vote secret est obligatoire, à moins d'un accord à l'unanimité pour voter autrement.

Article 31 : Procès-verbaux du Conseil d'Administration

Les décisions du conseil d'administration sont reprises dans un procès-verbal, sont signés par au moins deux administrateurs présents et sont recueillis dans un registre spécial. Les procurations y sont annexées. Ces procès-verbaux sont conservés, ou bien sous leur forme originale dans un registre spécial, ou bien sous forme électronique ou sur tout support, quelle que soit sa forme, à condition que les copies soient lisibles, et que la forme de reproduction permette un contrôle effectif.

Les copies et extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par deux administrateurs.

Article 32

Supprimé

Article 33 : Contrôle

Si la société est légalement obligée de le faire, le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la concordance des informations qui y sont reprises avec le Code des Sociétés et avec ces statuts, est transféré à un ou plusieurs commissaires qui sont nommés par l'assemblée générale parmi les membres de l'Institut des Reviseurs d'Entreprises.

Les commissaires sont nommés pour un mandat renouvelable de trois ans.

Dans le cas où la société n'est pas obligée de nommer un commissaire et décide de ne pas en nommer, chaque actionnaire dispose individuellement des pouvoirs d'investigation et de contrôle du commissaire.

L'assemblée générale peut également transférer ces pouvoirs d'investigation et de contrôle à un ou plusieurs coopérateurs avec mandat de contrôle qu'elle nomme pour une période qu'elle définit et qu'elle peut démettre à tout moment.

Dans le cas où deux ou plus coopérateurs avec mandat de contrôle sont nommés, ils exercent leur fonction en collège. Ils ne peuvent en aucun cas exercer une autre fonction dans la société ni accepter une autre tâche ou mandat.

Les actionnaires avec mandat de contrôle exercent leur fonction de manière gratuite. Ils peuvent être assistés et représentés par un expert-comptable, membres de l'Institut des Experts-comptables. La rémunération de l'expert-comptable est à charge de la société si le conseil d'administration y consent ou si la rémunération est portée à charge de la société par décision judiciaire. Dans ces cas, les remarques de l'expert-comptable doivent être communiquées à la société.

Les coopérateurs avec mandat de contrôle rendent compte par écrit de l'accomplissement de leur mandat à l'assemblée.

Article 34

Supprimé

Article 35 : Assemblée générale des coopérateurs

L'assemblée générale représente l'ensemble des coopérateurs.

Elle a les compétences qui lui sont conférées par le Code des Sociétés et les présents statuts.

L'assemblée générale ordinaire – aussi appelée assemblée annuelle - se réunit le dernier samedi de mars de chaque année, à quatorze heures. Si cette date tombe durant les vacances de Pâques scolaires d'une communauté linguistique de Belgique, l'assemblée prendra place le premier samedi qui précède le début de ces vacances de Pâques, à la même heure.

Une assemblée générale exceptionnelle ou extraordinaire peut être convoquée aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

Les assemblées générales sont tenues au siège de la société ou à tout autre endroit en Belgique mentionné dans les convocations.

Article 36 : Convocation de l'assemblée générale

Le conseil d'administration peut convoquer une assemblée générale aussi souvent qu'il le juge utile. Le président du conseil d'administration ou son remplaçant fait la convocation. La convocation, qui contient l'ordre du jour, devra se faire quinze jours au moins avant la date de l'assemblée générale, par simple lettre envoyée par courrier ou par tout autre moyen de communication à la condition que les destinataires aient consenti individuellement, expressément et par écrit, à recevoir la convocation par un moyen de communication alternatif.

La convocation sera également valablement réalisée au moyen d'une annonce placée dans le périodique publié par la société, envoyé séparément et de manière personnalisée à chaque coopérateur au moins quinze jours avant la date de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration doit obligatoirement convoquer l'assemblée générale sur demande écrite d'un cinquième des coopérateurs. Cette demande doit comprendre les objets que ceux-ci souhaitent délibérer. L'assemblée générale doit être convoquée un mois au plus après que la demande ait été introduite au siège social de la société.

L'ordre du jour de l'assemblée annuelle comprendra obligatoirement: compte-rendu du rapport annuel du conseil d'administration et rapport du commissaire, compte-rendu et approbation des comptes annuels, décharge des administrateurs et du commissaire.

Article 37 : Présence et représentation des coopérateurs

Une liste de présence indiquant le nom des actionnaires est signée par chacun d'eux ou par leurs mandataires avant d'entrer en séance. Tout coopérateur peut donner mandat à un autre coopérateur pour le représenter à l'assemblée, par procuration sous seing privé. Les personnes morales coopératrices peuvent toutefois se faire représenter par une personne mandatée non coopérateur.

Personne ne peut représenter plus d'un coopérateur. Le conseil d'administration peut arrêter la formule des procurations et les conditions de leur utilisation. La procuration doit être présentée lors de la signature de la liste de présence. Le conseil d'administration peut accorder des exemptions à ces formalités. Les administrateurs, le commissaire et la personne chargée de la gestion journalière de la société assistent à l'assemblée. Les coopérateurs-personnes morales sont représentées en vertu de leurs statuts. *Les décisions prises par leur représentant à l'assemblée générale lient le coopérateur.*

Article 38 : Bureau de l'assemblée générale

Toute assemblée générale est présidée par le Président du conseil d'administration ou, à défaut, par le plus âgé des administrateurs présents du conseil d'administration. Le président désigne le secrétaire et deux scrutateurs parmi les actionnaires présents. Le président, les administrateurs présents, les deux scrutateurs et le secrétaire forment le bureau de l'assemblée.

Article 39 : Délibérations de l'assemblée générale

Hormis les cas prévus autrement dans le Code des Sociétés et dans les statuts, l'assemblée générale est valablement composée, délibère et statue valablement quel que soit le nombre d'associés présents ou représentés. L'assemblée générale ne peut valablement délibérer et statuer que sur les objets mentionnés à l'ordre du jour, sauf si tous les coopérateurs sont présents ou représentés et en décident à l'unanimité autrement.

Article 40 : Droit de vote

Tous les coopérateurs, aussi bien ceux ayant souscrit à des actions de type A que ceux ayant souscrit à des actions de type B, ont le même droit de vote à l'assemblée générale en toutes circonstances.

Tout coopérateur possède le nombre de voix correspondant au nombre de participations qu'il possède dans le capital social. Toutefois, nul ne pourra prendre part au vote pour un nombre de voix qui excède, à titre personnel et comme mandataire pour un autre coopérateur, un dixième des voix présentes ou représentées à l'assemblée générale.

Article 41 : Exercice du droit de vote

Le vote se fait à main levée. Les coopérateurs pour qui l'exercice du droit de vote a été suspendu ne peuvent pas participer au vote. A moins que le Code des Sociétés et ces statuts prévoient une majorité spéciale, les décisions sont prises à la majorité des votes valablement exprimés.

Les abstentions sont considérées comme vote non valide. En cas de parité des voix, l'objet soumis au vote est rejeté.

Pour les élections et les questions touchant à des personnes, le vote secret est obligatoire, sauf accord à l'unanimité pour voter autrement. Le vote secret est également obligatoire lorsqu'au moins un quart des coopérateurs présents le demande.

Le vote par courrier n'est pas autorisé.

Article 42 : Procès-verbaux de l'assemblée générale

Les décisions de l'assemblée générale sont reprises dans un procès-verbal, signé par les membres du bureau et recueilli dans un registre spécial. Les copies et extraits sont signés par deux administrateurs.

Tout coopérateur peut prendre connaissance des procès-verbaux au siège de la société.

Article 43 : Modification de statuts

Quand l'assemblée générale doit délibérer sur des modifications de statuts, elle ne peut valablement délibérer et statuer que si la modification réunit au moins une majorité de deux tiers des voix valablement présentes ou représentées et que si ceux qui assistent à la réunion représentent la moitié du capital social.

Si cette condition de quorum n'est pas remplie, une nouvelle convocation sera nécessaire, avec le même ordre du jour. Pour que la deuxième assemblée délibère valablement, il suffira qu'une portion quelconque du capital y soit représentée. Lors de cette assemblée, toute modification ne sera admise que si elle réunit les trois quarts au moins des voix.

Ceci sous réserve de l'application des dispositions particulières du Code des Sociétés concernant les transformation, fusion et scission de sociétés.

Article 44 : Modification de l'objet social ou dissolution de la société

Quand l'assemblée générale doit délibérer sur des modifications à l'objet social ou la dissolution de la société, elle ne peut valablement délibérer et statuer que si la modification réunit au moins une majorité de quatre cinquièmes des voix valablement présentes ou représentées et que si ceux qui assistent à la réunion représentent la moitié du capital social.

Si cette condition de quorum n'est pas remplie, une nouvelle convocation sera nécessaire, avec le même ordre du jour. Pour que la deuxième assemblée délibère valablement, il suffira qu'une portion quelconque du capital y soit représentée. Lors de cette assemblée, toute modification ne sera admise que si elle réunit également les quatre cinquièmes au moins des voix.

Article 45 : Exercice

L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Chaque année, après la clôture de chaque exercice social, le conseil d'administration dresse l'inventaire ainsi que les comptes annuels selon les dispositions du Code des Sociétés.

Le conseil d'administration rédige en outre un rapport annuel comme le requiert le Code des Sociétés.

Article 46 : Comptes annuels - Rapports

Le conseil d'administration remet, au moins un mois avant l'assemblée générale annuelle, les comptes annuels et le rapport annuel aux commissaires ou pour contrôle aux coopérateurs, ou aux coopérateurs qui ont le mandat de contrôle, s'il y a eu nomination. Quinze jours avant l'assemblée générale, les comptes annuels, le rapport annuel et le rapport du commissaire sont à disposition des coopérateurs au siège de la société.

Article 47 : Décharge

L'assemblée générale entend le rapport de gestion et le rapport du commissaire et approuve ou non les comptes annuels. Après l'adoption des comptes annuels, l'assemblée se prononce, par un vote spécial, sur la décharge à donner aux administrateurs et au commissaire.

Article 48 : Affectation du bénéfice

Le bénéfice à distribuer de l'exercice social est, sur décision de l'assemblée générale, affecté comme suit:

1. il est prélevé au moins cinq pour cent pour la réserve légale;
2. une compensation aux coopérateurs, quelque soit la catégorie à laquelle ils appartiennent, dont le taux maximum ne peut en aucun cas excéder le taux d'intérêt fixé conformément à l'Arrêté Royal du huit janvier mil neuf cent soixante-deux fixant les conditions d'agrément des groupements nationaux de sociétés coopératives et des sociétés coopératives par le Conseil National de la Coopération, calculée sur le montant effectivement versé des actions;
3. le solde restant est reporté ou mis en réserves.

Il appartient à l'assemblée générale de statuer si la totalité du bénéfice est réservée. En cas de perte, le solde négatif peut être reporté.

Si aucune compensation n'a été attribuée sur le capital libéré des actions durant plusieurs exercices sociaux, il est permis, pour les exercices suivants, et pour autant que le bénéfice le permette, d'attribuer un pourcentage déterminé par exercice sans rente, sur le capital libéré de l'exercice qui s'y rapporte.

Aucune distribution ne peut être faite si, à la date de clôture du dernier exercice social, l'actif net, résultant de comptes annuels, est ou, suite à la distribution, devenait inférieur au montant de la portion fixe du capital ou du capital libéré quand celui-ci est inférieur à la portion fixe du capital, augmenté de toutes les réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

La ristourne qui serait éventuellement accordée ne peut être attribuée aux coopérateurs qu'au pro-rata des opérations qu'ils ont traitées avec la société.

Article 49 : Dissolution volontaire de la société

En cas de dissolution volontaire, la liquidation s'opère par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale. A défaut de pareille nomination, les membres du conseil d'administration, en fonction à ce moment, sont de plein droit chargés de la liquidation.

L'assemblée générale détermine le mode de liquidation et les pouvoirs des liquidateurs. Les liquidateurs disposent, à cette fin, des pouvoirs les plus étendus conférés par les dispositions déterminées dans le Code des Sociétés, à moins que l'assemblée générale en décide autrement à la majorité simple des voix.

Après apurement de toutes les dettes, le solde servira à rembourser le montant libéré des actions. Le solde est ensuite réparti entre tous les coopérateurs, au pro-rata de leurs actions libérées.

Article 50 : Différends - Compétences

Tout litige, sans exception, dans la société, même après sa dissolution, entre la société et ses coopérateurs, administrateurs, commissaires ou liquidateurs, ou entre ces personnes citées, relatif à la société, à sa liquidation ou à tout accord particulier ou lien juridique avec la société, sera définitivement statué par les arbitres, selon les indications du règlement d'ordre intérieur.

La société a également toujours le droit de porter ces litiges directement devant le juge. De même, en cas d'absence de règlement d'ordre intérieur, les litiges sont portés devant le juge.

Pour l'application de cette disposition, les ex-coopérateurs et les ayants-droit de ces coopérateurs sont assimilés à des coopérateurs.

Article 51 : Règlement d'ordre intérieur

Le conseil d'administration peut établir un règlement d'ordre intérieur. Celui-ci peut, à condition de ne pas contrevenir aux dispositions impératives du Code des Sociétés et de ces statuts, prendre toutes les dispositions relatives à l'application des statuts et au règlement des affaires sociales en général, et

peut imposer aux coopérateurs ou à leurs ayants droit tout ce qui est jugé utile aux intérêts de la société.

Des sanctions telles qu'amende ou suspension des droits ou avantages sociaux, peuvent y être prévues, dans le but de faire respecter les dispositions du règlement ou les statuts. Ces sanctions ne dispensent pas ceux qui les reçoivent, de la responsabilité qu'ils devraient endosser du fait de leur acte répréhensible.

Article 52 : Droit ordinaire

Les stipulations de ces statuts, qui contreviendraient aux lois qui régissent l'ordre public, sont considérées nulles et ne peuvent pas mener à la déclaration de nullité de la société.